

INDICATEURS DE MESURE DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR BANCAIRE FACE AUX OBSTACLES DE FINANCEMENT DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE EN ALGERIE DURANT LA PERIODE (2000-2019)

INDICATORS USED TO MEASURE THE DEVELOPMENT OF THE BANKING SECTOR IN ALGERIA IN THE FACE OF FUNDING CHALLENGES DURING THE PERIOD (2000-2019)

Sihem BOURICHE

Doctorante - Laboratoire LARMHO, Université Abou Bekr Belkaid Tlemcen
sihembouriche13@gmail.com

Reçu le 24 octobre 2022	Accepté le 12 novembre 2022	Publié en ligne le 14 décembre 2022
-------------------------	-----------------------------	-------------------------------------

Résumé

Les banques centrales jouent un rôle important dans la consolidation de l'inclusion financière dans le processus de développement à travers services, tels que la mobilisation de ressources financières et les transférer aux unités déficitaires de manière à assurer une allocation optimale des ressources. Dans le cas de l'Algérie, les pressions se sont accrues sur le secteur bancaire en raison de faible rôle de financement de la bourse pour financer l'activité économique et réaliser les taux de croissance requis. Dans ce contexte, cet article visait à présenter le développement du système bancaire tout en énumérant les défis les plus critiques auxquels il est confronté. L'étude a révélé que d'importantes les déséquilibres fonctionnels et structurels entravent le travail bancaire en mesurant ces indicateurs, telles que la circulation des espèces en dehors des banques, qui nécessite davantage de réformes et de modernisation des efforts axés sur le développement de l'environnement macroéconomique et de l'activité bancaire.

Mots clés : L'inclusion financière ; secteur bancaire ; développement du système bancaire, activité économique ; Stabilité macroéconomique.

Classification JEL C62, F65, O16, P45.

Abstract

Financial central banks play an important role in consolidating financial inclusion in the development process through services, such as resource mobilization and transfers to deficient units so as to ensure optimal allocation of resources. In the case of Algeria, pressures have increased on the banking sector due to the low financing role of the stock market in financing economic activity and achieving the required growth rate. In this context, this article aimed to present the development of the banking system while detailing the most critical challenges it faces. The study revealed that significant functional imbalances and impede banking work pointing to those indicators, such as the circulation of cash outside banks, which require further reform and modernization efforts focused on the development of the ' macroeconomic environment and banking activity.

Keywords: Banking sector; financial inclusion; the development of the banking system economic activity; deposits; credit; Macroeconomic stability.

JEL Classification C62, F65, O16, P45.

1- Introduction

Ces dernières années, de nombreux pays dans le monde ont poursuivi l'inclusion financière, une expansion de systèmes financiers, de services financiers ou de produits financiers pour approcher chaque utilisateur de l'économie. Tous les fonctions d'inclusion financière sont censées améliorer le bien-être personnel des individus, réduire la pauvreté et stimuler la croissance économique et le développement (Sahay et al., 2015). L'inclusion financière a pour but de permettre à toute personne d'avoir accès aux services financiers de base qui lui sont nécessaires au quotidien. Elle vise aussi à protéger et accompagner les personnes rencontrant des difficultés financières. Au travers de ses missions, la Banque agit au quotidien pour l'inclusion financière de tous, en participant directement à la mise en œuvre de certaines procédures pour l'accès aux comptes et aux services bancaires, ou encore pour le traitement des situations de surendettement par exemple. Elle contribue également, par l'information qu'elle délivre, à orienter vers d'autres dispositifs d'inclusion les personnes susceptibles d'y avoir recours (accès au crédit, à une offre de services adaptée, mise en relation avec une structure d'accompagnement budgétaire).

La littérature économique s'intéresse à l'analyse de la relation entre secteur bancaire et croissance économique. La raison en est que le secteur bancaire représente un pilier fondamental du processus de développement à travers les services essentiels qu'il fournit à l'économie, comme la collecte de ressources financières auprès des agents en excédent financier puis en les transférant à ceux en déficit financier, qui représente le rôle de l'intermédiaire financier, tout en assurant l'allocation des ressources. De plus, surveiller l'activité des sociétés emprunteuses de banques, facilitateurs de négociation, fournisseurs de mécanismes de couverture et diversification des risques. Ainsi, ces rôles permettent de maximiser le rendement économique et de stimuler la croissance et développement. Dans ce contexte, la réalité pratique a prouvé l'existence de plusieurs obstacles, qui s'est incarné dans de nombreux défis, qui ont été et sont encore la cause de la souffrance de l'environnement bancaire algérien, et dans la faible efficacité de financement du secteur bancaire secteur et son incapacité à jouer au mieux son rôle de développement. Ce document donne un bref aperçu du secteur bancaire algérien tout en surveillant les défis internes et externes. En outre, nous mesurons les indicateurs de développement pour repérer les inefficacités. Enfin, nous posons les remarques finales essentielles et quelques recommandations.

2. Revue de littérature

Les liens entre l'inclusion financière et la stabilité macroéconomique n'ont pas encore été minutieusement étudié dans la littérature. Nous suivons un courant existant de la littérature qui a l'inclusion financière et l'instabilité financière ou la volatilité économique. D'une part, l'inclusion financière s'est avérée négativement liée à la stabilité, soit en augmentant les risques financiers, soit en réduisant la stabilité macroéconomique. Morgan et Pontines (2018) ont considéré que l'inclusion financière élargissait une gamme d'emprunteurs, diminuant les normes et conditions de prêt, et par conséquent l'augmentation des risques économiques et financiers. Un l'augmentation des prêts aux institutions de micro-finance sans supervision appropriée pourrait nuire à la l'efficacité totale de la réglementation dans un pays, augmentant ainsi les risques dans le système financier d'un ensemble. Par exemple, Ahamed et Mallick

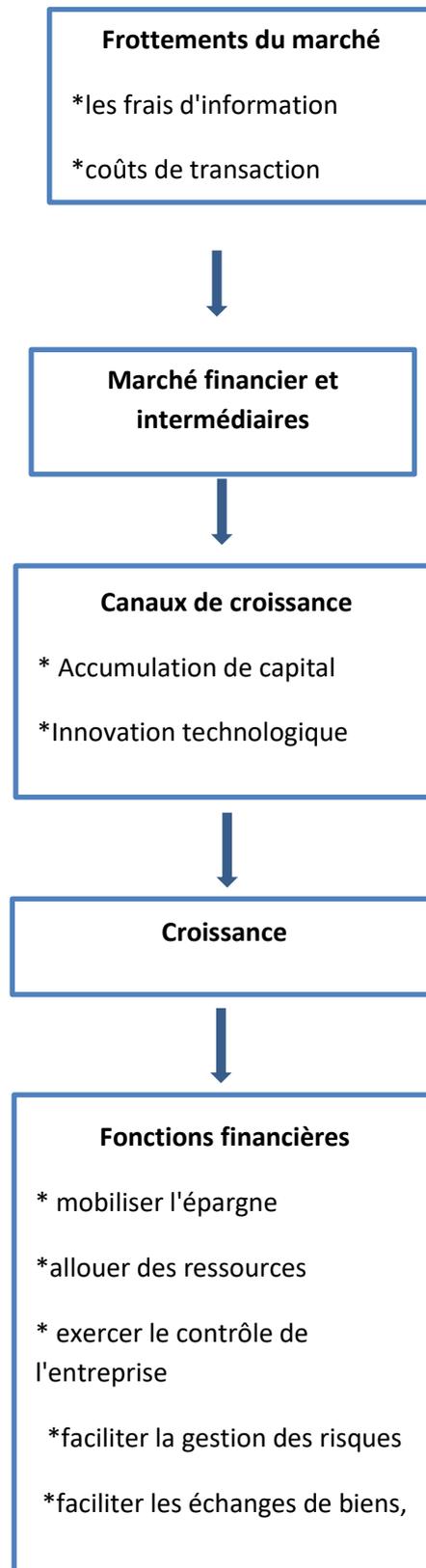
(2017) ont étudié les effets de l'inclusion financière sur la stabilité bancaire à l'aide d'un échantillon international de 2 600 banques de 86 pays. Une banque utilise le système financier inclusif système pour augmenter son dépôt à faible taux d'intérêt. Par conséquent, la banque peut bénéficier d'une réduction des coûts marginaux de financement et tirer profit de son pouvoir de fixation des prix sur le marché monétaire. En conséquence, la banque est susceptible de stabiliser son système financier grâce à la mise en place de l'inclusion.

Dans ce cadre, (TAPEN 2011, p. 65) considère que J. SCHUMPETER (1911) a été le premier à fournir une indication détaillée de la façon dont les transactions financières ont pris une place centrale rôle dans la croissance économique. Il n'a pas utilisé un dialecte moderne (transactions financières), mais il utilisé le banquier comme exemple. Au lieu d'utiliser le terme croissance économique, utilisez le terme développement économique. Dans la même approche, (Simplice 2013, p.2) a confirmé que SCHUMPETER (1911) croit en l'importance des services financiers pour l'économie croissance pour améliorer la productivité en améliorant la technologie de l'innovation et en aidant entrepreneurs d'avoir les meilleures chances de succès dans le processus d'innovation. En outre, la mobilisation de l'épargne facilite la productivité, l'allocation efficace des matériaux, réduit les problèmes liés à l'asymétrie de l'information et l'amélioration de la gestion des risques. Il souligné en outre que ces impacts pourraient créer un cadre macroéconomique propice à une croissance économique robuste.

Du côté pratique, (Choong & Chan, 2011) a vu que la finance pouvait affecter les croissance, selon l'approche théorique qu'il a développée, voir figure 1. Organiser l'abondante littérature sur la finance et l'activité économique, il a divisé les fonctions du système financier en cinq fonctions, qui sont :

- Faciliter le trading, la couverture, la diversification et la mutualisation des risques,
- Alloué des ressources,
- Suivi des managers et exercice de la tutelle institutionnelle,
- Mobiliser l'épargne et faciliter l'échange de biens et de services.

Figure N° 1 : Une approche théorique de la finance et de la croissance



Source : Ross, L. (1997). Développement financier et croissance économique : Vues et ordre du jour. Revue de littérature économique, 35(2), p 691

Dans la littérature plus pertinente à cette étude, (European et al., 2020) visait examiner le rôle du financement de l'activité économique en Grèce. En traitant deux principales questions:

(a) si et dans quelle mesure la flexibilité bancaire détermine l'octroi de crédit à l'économie et (b) comment les entrées/sorties nettes de crédit bancaire ou de financement de marché affecter l'activité économique. (Al-abadallat, 2017) a examiné le rôle du système bancaire secteur du développement économique en Jordanie en étudiant la taille des facilités de crédit fournies par les banques. (Anyanwu, 2010) ont cherché à étudier les évolutions du secteur bancaire et le secteur réel de l'économie nigériane et comment les programmes de réforme ont affecté le flux de crédit au secteur réel. Il a également reconnu que le secteur était confronté à des défis extérieurs le financement et les interventions politiques recommandées pour rendre les réformes du secteur bancaire plus efficace.

3. Présentation du système bancaire algérien

Dans ce cadre, nous présentons les caractéristiques essentielles du système bancaire telles que suit :

3-1 Les banques publiques continuent de dominer le système bancaire. La part proportionnelle des six banques publiques représentait 85,6% du capital bancaire total des actifs du système à fin 2017. Quant aux banques privées, leur part représentait 14,4% (voir figure 2). Au sein des banques publiques, la part des actifs des deux plus grandes banques, avec à parts à peu près égales, représente près de la moitié des actifs totaux du secteur. Quant au privé banques, la part des trois premières banques privées est de 44,74% du total des actifs des banques (Reforms & Economy, 2021). De même, en termes de mobilisation des dépôts et activités de distribution de crédit, la part des banques publiques représentait 86,2% du total dépôt et 86,6% du crédit total à fin 2018 ; ce qui reste est la part du privé banques (voir figure 2).

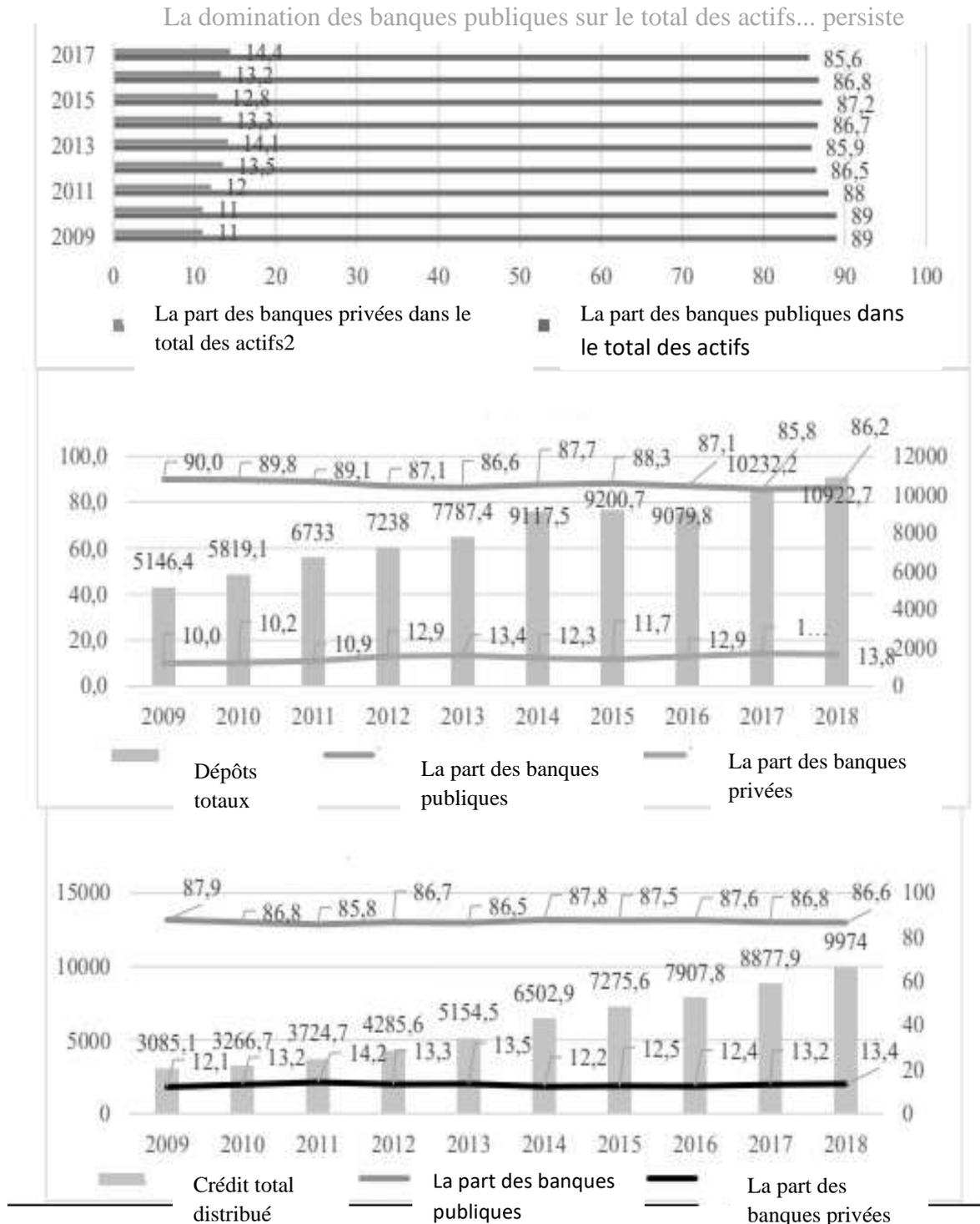
Tout cela reflète le phénomène malsain que subit le système bancaire algérien de, représenté par la concentration des actifs, qui a conduit à l'absence de véritable concurrence et a découragé la motivation à développer des services bancaires dans termes de qualité, de diversité et d'indice d'intermédiation bancaire. De plus, l'Algérien secteur bancaire occupe les derniers rangs des pays méditerranéens en termes de services bancaires essentiels destinés aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises.

3-2 L'inefficacité du système bancaire est due à l'absence de réelle concurrence sur le marché bancaire en raison du recours à la situation de monopole que système économique garantit encore au secteur bancaire. Le système bancaire est efficace si il peut allouer les ressources de manière optimale, ce qui signifie que le processus de distribution des ressources disponibles fonds aux différentes conditions d'utilisation et d'une manière qui assure l'adéquation entre les besoins de liquidité et la recherche de rendement et de rentabilité, qui sont les deux enjeux que les banques souffrent encore du fait de raisons liées à la politique de mobilisation des dépôts et distribution de crédit. À ce stade, le ratio crédit-dépôts (2009-2018) indiquait des niveaux d'excès de liquidité, mais on observe une amélioration de ce ratio, qui explique 91,3 % à fin 2018 (cf. figure 2).

3-3 Le problème des prêts non performants.

La raison en est la politique de prêts expansionnistes par les banques publiques pour assurer le financement du secteur public institutions sans tenir compte des conditions de faisabilité économique telles que l'utilisation efficace des prêts et autres. En conséquence, ces banques ont perdu la capacité de gérer et récupérer ces prêts. Dans ce contexte, les créances douteuses bancaires représentaient 12,7 % du total des crédits bruts à fin 2018 (cf. figure 2).

Figure N°2 -Algérie- : évolution du secteur bancaire Montants (en milliards de DA)- Part et ratio (en pourcentage)



3-4 Faibles densités dans le secteur bancaire.

Le premier indicateur exprime la population (mille personnes) pour chaque branche, tandis que la seconde indique le nombre d'agences bancaires commerciales (pour 100 000 adultes). Pour ces deux indicateurs, nous n'avons pas remarqué de changements significatifs. De petits changements résultent de la population augmente à un rythme plus élevé que le nombre de succursales et vice versa. L'indicateur de densité bancaire est faible et l'indicateur de spread bancaire est faible par rapport à autres pays (voir tableau 1). Cela signifie que de grands pourcentages de la population sont non bancarisés. Autrement dit, ceux qui n'ont pas accès aux services bancaires

Tableau N° 1 : Densité bancaire et propagation bancaire dans certains pays arabes par rapport à l'Algérie en 2018

Pays	nombre d'agences bancaires	population en milliers	indicateur de densité bancaire (1000 personnes par agence)	indicateur de spread bancaire (agence par 100000 adultes)
Algérie	1524	42578	27.938	5.22
Tunisie	1913	11551	6.038	22.1
United Arab Emirates	823	9367	11.381	10.74
Jordan	844	10309	12.214	14.53
Liban	1101	6229	6.351	22.27
Arabie Saoudite	2083	33414	16.041	8.34
indicateur de densité bancaire=population en milliers/nombre d'agences bancaires			indicateur de spread bancaire= nombre d'agences bancaires/ le nombre d'adultes par 10000	

Source :(Zegrier et al., 2021)

Banque d'Algérie, Rapport annuel sur le développement économique et monétaire de Algérie 2018. P:75.

- Banque Centrale de Tunisie, Rapport annuel 2018, P : 117.
- Banque centrale des Émirats arabes unis, Rapport annuel 2018, P : 42.
- Banque centrale de Jordanie, Cinquante-cinquième rapport annuel 2018, P : 36.
- Association des Banques du Liban, Rapport annuel 2018, P : 91.
- Autorité monétaire saoudienne, 55e rapport annuel 2019, P : 73.
- Les statistiques sont disponibles sur le site Web suivant :

<https://data.worldbank.org/indicator/FB.CBK.BRCH.P5>

3-5 Le marché monétaire primaire et secondaire est de petite taille.

Le secteur bancaire a besoin d'un marché monétaire développé, qui sécurise les liquidités et outils de paiement. Il permet également aux banques de financer l'activité économique et permet à la monnaie autorités de contrôler efficacement le crédit et la masse monétaire. Plusieurs indicateurs mesurent le degré de croissance du marché monétaire, dont le plus important est peut-être le total volume des dépôts, l'évolution du volume total des crédits, la multiplicité et diversité des actifs monétaires et financiers, la multiplicité et la diversité des banques traitant sur le marché et leur capacité à fournir des outils de paiement et à mener à bien le processus de financer l'activité économique au moindre coût possible. Dans le même temps, les finances est considéré comme un marché semi-liquide de l'épargne et du crédit à long terme. Ils ouvraient aux portes de la Bourse d'Alger en janvier 1998 (une jeune bourse) ; il a peu de transactions, privant les banques des avantages de traiter avec ce marché. Ce nécessite davantage d'efforts de réforme et la mise à disposition d'une expertise spécialisée avec un niveau capacité et efficacité.

Outre les défis internes auxquels est confronté le secteur bancaire algérien, les banques sont subissant des pressions externes imposées par l'effondrement des marchés financiers en Asie de l'Est et ailleurs, ce qui a créé de nombreux défis externes, à savoir, les variables globales et normes bancaires contemporaines, décrites ci-dessous :

A. L'Accord sur la libéralisation des services financiers du commerce mondial internationale (OMC) place les banques algériennes dans une position difficile pour se développer et être compétitives avec leurs homologues étrangers en vertu du présent accord.

b. Les normes bancaires internationales énoncées dans les décisions du Conseil de Bâle Comité présentent un défi aux banques publiques, car elles continuent de souffrir du problème de leur faible capital

4. Données et méthodologie

Cette étude analyse l'évolution de certains indicateurs de développement du secteur bancaire, qui concernent le financement de l'activité économique par le rôle des banques en tant que intermédiaires qui collectent des dépôts et accordent des prêts et des facilités de crédit à divers secteurs économiques. Outre l'examen d'autres indicateurs qui décrivent la situation financière profondeur du secteur bancaire algérien. Dans ce contexte, le tableau 2 a été préparé sur la base à la fois (Bhattacharyay & Nerb, 2003) et (The World Bank and International Fonds monétaire) a, qui montre les indicateurs adoptés dans le processus de évaluer le rôle du secteur bancaire algérien dans le financement de l'activité économique.

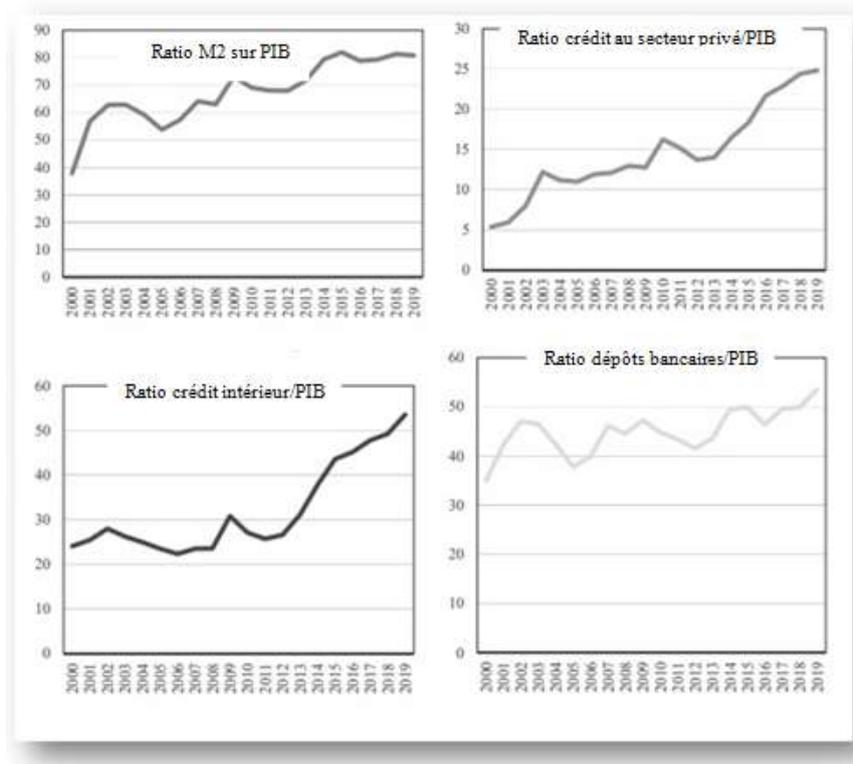
Tableau N° 2 : Les indicateurs d'évaluation du rôle de l'Algérien secteur bancaire dans le financement de l'activité économique

Indicateur	Commentaire	La source
Ratio M2 au PIB	Une augmentation de la masse monétaire indique plus d'argent disponibles pour emprunter dans l'économie. Selon la loi de la demande, cette augmentation de la masse monétaire diminue le taux d'intérêt, ce qui incite le secteur des entreprises à emprunter pour financer leurs investissements, ce qui entraîne une augmentation du volume de la production totale. Ce rapport représente le degré de trésorerie ou de liquidité dans l'économie, et l'excès de liquidité peut entraîner un rebond de l'inflation ou créer une demande globale excédentaire.	https://data.worldbank.org/indicator/FM.LBL.BMNY.GD.ZS?locations=DZ
Ratio Privé Secteur Crédit à PIB	qui mesure la disponibilité du crédit, la profondeur de le travail bancaire et le niveau d'intermédiation financière dans l'économie, et nous entendons le degré de participation des le système bancaire en fournissant des facilités et des prêts aux secteur privé. Nous supposons que le crédit accordé au le secteur privé augmente le volume des investissements et productivité par rapport au secteur public. Cependant, un une forte augmentation de cet indicateur peut indiquer un surinvestissement du secteur privé, ce qui peut conduire à une détérioration de la qualité des portefeuilles de crédit des secteur bancaire et, par conséquent, les flux de trésorerie de institutions financières, le résultat net et la solvabilité.	https://data.worldbank.org/indicator/FS.AST.PRVT.GD.ZS?locations=DZ
Ratio crédit intérieur/PIB	Ce ratio indique le niveau de crédit accordé dans le économie. Cependant, de fortes augmentations de la demande de crédit sur une longue période impliquent le risque de investissement (investissement improductif), ce qui peut entraîner le portefeuille de crédit des banques se détériore	https://data.worldbank.org/indicator/FS.AST.PRVT.GD.ZS?locations=DZ
Ratio banque dépôts à PIB	Ce ratio mesure la capacité des banques à mobiliser dépôts et attirer l'épargne.	https://www.bank-of-algeria.dz/html/bulletin_statistique.htm

Source :(Reforms & Economy, 2021)

Ainsi, les séries chronologiques ont été préparées sur la base des indicateurs présentés dans le tableau 2 (2000-2019); (voir figure 3)

Figure N° 3 : Les séries chronologiques des indicateurs d'évaluation du rôle de l'Algérien secteur bancaire dans le financement de l'activité économique



Source : (Zegrier et al., 2021)

5. Résultats et discussion

À ce stade, nous analysons et discutons du développement d'indicateurs qui évaluent le rôle du secteur bancaire dans le financement de l'activité économique, respectivement :

5-1 Ratio crédit intérieur/PIB

Selon (Issues, 2014), des niveaux record de liquidité dans les années 2000. Cela est dû à la nécessité de déposer les flux d'hydrocarbures en dinars dans le secteur bancaire. En conséquence, l'accumulation rapide d'avoir extérieurs nets (AEN) - alimentée par d'importantes exportations d'hydrocarbures et des prix plus élevés - et un public important les dépenses (courantes et en capital) ont conduit à une augmentation rapide de la liquidité. Cependant, (Dritsaki & Dritsaki, 2022) indiquent qu'en Algérie l'économie, la détention de "cash" est de facto un préalable à la réalisation d'une part importante de transactions sur biens et services est révélateur des "pratiques" de l'informel économie où l'argent comptant est le seul moyen de paiement. L'échelle des "espèces" dans l'économie limite la marge de manœuvre de la politique monétaire, d'autant plus que la demande de fiat la monnaie est instable. Tout cela a nui à l'efficacité de la politique monétaire par les taux d'intérêt. Dans le même contexte, nous soulignons que la maîtrise de la masse monétaire en Algérie se heurte à deux défis principaux, un.

A. L'inclusion de niveaux de devises importants en dehors des banques (fuite de liquidités) signifie que faible capacité des banques à collecter les dépôts. Voir figure 4.

Banque d'Algérie, Rapport annuel sur le développement économique et monétaire de l'Algérie (2004, 2008, 2013, 2018), pages 173-242-223-159. Pendant dix-neuf ans, la monnaie hors banques a bondi de 485,5 à 4926,8 milliards de DZA (Multiplié 10,27 fois).

Dans le même contexte, le ratio moyen de change hors banques au PIB et devises hors banques à M2 au cours de la même période s'élevaient à 17,57 % et 25,61 %, respectivement. La raison en est la préférence du public pour les espèces commerce, le manque de sa culture bancaire, la compacité et le commerce au noir, et le manque d'efficacité du secteur bancaire pour mobiliser les dépôts et les orienter aux prêts productifs.

B. La volatilité des prix du baril de pétrole affecte les montants de la demande dépôts dans le secteur des hydrocarbures des banques, qui sont dans M2.

5-2 Ratio crédit au secteur privé/PIB

Cet indicateur a obtenu des valeurs faibles ; ceci reflète le faible niveau d'implication des secteurs bancaires algériens dans la fourniture de services bancaires au secteur privé. La moyenne le ratio du crédit au secteur privé sur le PIB s'élevait à 16,47% (2000-2019). Cela pourrait s'expliquer par : Le monopole des banques publiques dans les domaines du dépôt et du crédit, qui privilégient financement du secteur, en particulier les secteurs de l'énergie et de l'eau, ce qui crée un effet d'éviction pour le secteur privé dans l'obtention du financement nécessaire. Voir figure 5. De même, (Issues, 2014) ont indiqué que l'accès insuffisant au financement freine la croissance du secteur privé. Le système financier est petit et superficiel, et les banques publiques dominent le secteur bancaire secteur. Crédit au secteur privé, petites et moyennes entreprises et entreprises opérant dans les secteurs marchands reste faible. Cela reflète la petite taille du secteur privé. Une infrastructure financière inadéquate comprend des exigences de garantie de prêt exagérées, longue période de règlement des faillites et prévalence des prêts dirigés par l'État. Dans De plus, les marchés de capitaux algériens sont naissants, et la valeur marchande est inférieure à 1% du PIB. Plusieurs facteurs entravent le développement des marchés financiers, notamment longues procédures administratives et prêts bancaires bonifiés qui rendent le marché financement peu intéressant.

➤ Banque d'Algérie, Rapport annuel sur le développement économique et monétaire de Algérie (2004, 2008, 2013, 2018), pages 173-242-223-159.

➤ Banque d'Algérie 2020, BULLETIN STATISTIQUE TRIMESTRIEL, N°49 : Mars 2020. P 13.

5-3 Ratio crédit intérieur/PIB

Cet indicateur a montré une certaine volatilité au cours de la période (2000-2012). Avant cela a pris une tendance à la hausse où il a atteint 53,5% comme valeur la plus élevée en 2019, ce qui est dû à la volonté de l'Etat d'assurer le financement nécessaire aux investissements programmés dans programmes de relance économique et de fournir un financement bancaire pour soutenir la mise en place des petites et moyennes entreprises économiques. Les faibles ratios de crédit total accordés à l'économie témoignent de la faible capacité de financement des banques algériennes et de leur faible contribution au financement de l'économie nationale en soutenant les investissements productifs. Selon (Bouazza et al., 2015), il y a plusieurs raisons derrière cela, qui sont:

- I. Les contraintes financières auxquelles sont confrontés divers établissements économiques, notamment la forte taux d'intérêt des prêts, les exigences de garantie excessives et l'immaturation de l'expérience des intermédiaires financiers.
- II. Le système bancaire algérien souffre de la domination des banques publiques avec des taux de concentration de crédit parmi les plus élevés au monde. De plus, les banques

publiques dominant le financement de l'activité économique en Algérie compte tenu de faiblesse des marchés des capitaux et des institutions financières non bancaires.

- III. Le problème de l'excès de liquidité, qui décrit le sous-développement du secteur bancaire, l'accumulation d'argent sans exploitation, est un coût pour les banques et l'économie, qui a besoin de fonds pour financer ses investissements de production.

5-4 Ratio dépôts bancaires/PIB

Cet indicateur a connu des fluctuations entre la hausse et la baisse, et il a atteint son niveau maximum, qui s'élevait à 53,5 % en 2019. De manière générale, la capacité des banques à mobiliser les dépôts en Algérie, qui s'explique par les raisons suivantes :

- IV. Le manque d'habitudes bancaires des individus a contribué au manque d'épargne que le secteur bancaire attire. Selon (Ict et al., 2018), World Bank. Les données bancaires indiquent que la proportion d'adultes ayant un compte bancaire est passée d'un tiers en 2011 à la moitié en 2014, tandis que la proportion de la population adulte ayant une carte de débit est passée de 13,5 % à 21,6 % sur la même période. Cela représente des progrès remarquables en peu de temps. Malgré cela, les niveaux de pénétration des comptes en Algérie sont toujours en deçà de la moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (70,5 %). De plus, la pulsion religieuse a joué un rôle en éloignant les épargnants de traiter avec les banques malgré la pénurie de banques islamiques.
- V. Les individus préfèrent les transactions en espèces pour l'évasion fiscale et la propagation des opérations économiques.
- VI. La fluctuation des prix du baril de pétrole sur les marchés mondiaux affecte la banque des dépôts du secteur des hydrocarbures sous forme de dépôts à vue.
- VII. Des niveaux d'inflation élevés peuvent pousser les épargnants à transférer leur épargne financière vers des biens tangibles actifs tels que l'or et autres au lieu de dépôts auprès des banques en raison de faible taux d'intérêt sur les dépôts.

6- Remarques finales et recommandations

La vue de l'inefficacité du rôle de la Bourse algérienne et de la dépendance du financement de l'activité économique aux crédits accordés par les banques, qui fait face à plusieurs des défis internes et externes qui ont limité l'efficacité de son rôle de financement, ce qui représente la faiblesse des indicateurs de développement du secteur bancaire.

Cela nécessite de renforcer les efforts de réforme et de modernisation dans plusieurs domaines économiques et niveaux bancaires, y compris :

A. Créer un environnement macroéconomique bien développé et un environnement attractif climat d'investissement à travers l'élaboration de législations et de lois réglementant secteur économique, notamment celles relatives au droit de propriété, ainsi que la nécessité d'éliminer la corruption administrative et promouvoir les principes de la gouvernance publique, afin de renforcer la confiance des investisseurs. Outre le renforcement des infrastructures pour activités économiques en général. Et les activités bancaires en particulier. Celles-ci concernent principalement au secteur des télécommunications tout en favorisant le progrès technologique.

B. Accroître l'investissement dans le capital humain national pour former des ressources humaines hautement qualifiées formées à l'utilisation des dernières technologies et

productives signifie tout en créant une atmosphère compétitive basée sur l'implantation de l'esprit de l'initiative, incitations et récompenses liées à la productivité individuelle

C. Générer un environnement bancaire approprié et mettre en place règles de gouvernance en créant le développement et le renforcement du dispositif de surveillance et de rôle de surveillance de la Banque d'Algérie sur les banques. Sans parler de l'amélioration des niveaux de la divulgation et la transparence du système bancaire. En augmentant les niveaux de sensibilisation à l'importance de la gouvernance d'entreprise.

D. Réorganiser l'environnement des affaires des banques islamiques pour répondre aux besoins des individus et leur religion islamique attireront les économies des individus qui détestent relations avec les banques pour des motifs religieux et l'interdiction de l'usure, qui peut également réduire le problème de la circulation des espèces en dehors des banques.

E. Accroître l'investissement dans le capital humain travaillant dans les banques par le biais de formation externe sur la gestion des développements dans l'investissement et la banque islamique, le risque de la gestion.

F. Fournir divers services bancaires aux particuliers et aux entreprises du cadre bancaire universel, y compris la création de fonds d'investissement et d'unités de crédit ou ce qu'on appelle les fiducies de placement et autres.

Bibliographie

1. Al-abadallat, A. Z. (2017). The Role of the Jordanian Banking Sector in Economic Development. *International Business Research*, 10(4), 139. <https://doi.org/10.5539/ibr.v10n4p139>
2. Anyanwu, C. M. (2010). An overview of current banking sector reforms and the real sector of the Nigerian economy. *Central Bank of Nigeria Economic and Financial Review*, 48(4), 31–56.
3. Bhattacharyay, B., & Nerb, G. (2003). Leading indicators for monitoring the stability of asset and financial markets in Asia and the Pacific. *Asia-Pacific Development Journal*, 9(2), 17–50. <https://doi.org/10.18356/df8857f6-en>
4. Bouazza, A. B., Ardjouman, D., & Abada, O. (2015). Establishing the Factors Affecting the Growth of Small and Medium-sized Enterprises in Algeria. *American International Journal of Social Science*, 4(2), 101–115.
5. Choong, C. K., & Chan, S. G. (2011). Financial development and economic growth: A review. *African Journal of Business Management*, 5(6), 2017–2027.
6. Dritsaki, M., & Dritsaki, C. (2022). LONG-RUN STABILITY of MONEY DEMAND and MONETARY POLICY: The CASE of SOUTH KOREA. *Asian Economic and Financial Review*, 12(5), 296–316. <https://doi.org/10.55493/5002.v12i5.4482>
7. European, T., Mechanism, S., Financial, E., & Facility, S. (2020). *Restoring growth and financial stability : how Greek banks contributed* (Issue June). <https://doi.org/10.2852/538601>
8. Ict, E. F., Energy, I. T., & Transport, H. U. (2018). *THE*.
9. Issues, S. (2014). *Algeria: Selected issues; IMF Country Report No. 14/342; November 13, 2014. 14.*
10. Reforms, A., & Economy, A. (2021). *ECONOMIC*.
11. Zegrier, A., Habib, K., & Tigane, A. (2021). Measuring Indicators Of The Development Of The Banking Sector In The Face Of Obstacles To Financing Economic Activity In Algeria During The Period 2000-2019. 357, *مجلة الميادين الاقتصادية*, <https://doi.org/10.47173/2134-004-001-020>